

LE TEMPS

faim Samedi 4 septembre 2010

Les greniers pleins, le ventre vide

Par Julien Bouissou, New Delhi

Malgré la croissance économique et une augmentation de la production agricole, le taux de malnutrition

L'Inde croule sous les réserves de céréales (riz, blé...) qui pourrissent en plein air, faute de lieux de stockage appropriés. Ces stocks, gérés par le gouvernement indien pour faire face à une chute de la production agricole comme lors de sécheresses ou d'inondations, sont également destinés aux plus démunis, à des prix subventionnés.

Mais le système de distribution est miné par la bureaucratie et la corruption. 60 millions de tonnes entreposées, soit le triple des stocks nécessaires, dorment dans les entrepôts ou sous des bâches en plastique, et 11 millions de tonnes auraient déjà été détruites par la mousson, selon le quotidien Hindustan Times.

Cette négligence s'apparente à un «génocide», selon des experts nommés par la Cour suprême de justice, laquelle a ordonné, mardi 31 août, au gouvernement, de distribuer gratuitement du riz et d'autres céréales aux plus pauvres, plutôt que de les voir détruits par les rats.

Pire qu'en Afrique

Depuis la révolution verte des années 1970, la production agricole indienne ne cesse d'augmenter, sans profiter à ceux qui ont le ventre vide. La moitié des enfants du pays âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition. Et la croissance économique de ces dix dernières années n'a rien changé à leur situation: le taux de malnutrition n'a pas diminué de 1999 à 2006.

La situation de l'Inde, onzième puissance économique mondiale, est pire qu'en Afrique subsaharienne alors que le pays s'enrichit et ne connaît ni guerre civile ni crise politique. L'image d'une nation aux ventres vides et aux greniers à blé remplis suscite la colère dans le pays.

«Pourquoi le gouvernement n'a pas allégé ses stocks l'année dernière quand la plupart du pays souffrait de la sécheresse, et que l'inflation des produits alimentaires frôlait les 20%? demande l'économiste Himanshu dans une tribune publiée dans le quotidien Mint. Deuxièmement, pourquoi augmenter les stocks alors qu'ils pourrissent dans les hangars?»

Outre les problèmes de gestion des stocks et d'entreposage, c'est le système de distribution publique, déficient et corrompu, qui pose problème. D'après un rapport publié en 2008 par des experts auprès de la Cour suprême, les magasins de rationnement ne sont ouverts en moyenne que deux à trois jours par mois. Et rares sont les Indiens qui peuvent acheter en une seule fois les 25 ou 30 kg de riz ou de blé auxquels ils ont droit chaque mois. Leur salaire suffit à peine pour vivre au jour le jour. Le rapport note que «beaucoup, parmi les plus vulnérables, ne profitent pas des programmes d'aide alimentaire du gouvernement ou ne sont pas couverts de manière adéquate».

Mieux vaut être riche pour profiter des rations alimentaires réservées aux pauvres: les cartes de rationnement falsifiées s'achètent aux fonctionnaires corrompus. D'après un audit effectué par le commissariat au Plan en 2005, seuls 42% des denrées subventionnées parviennent à ceux qui souffrent de malnutrition. Ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté utilisent parfois leurs cartes de rationnement pour contracter des emprunts. Ils les donnent en gage aux usuriers ou aux propriétaires des magasins de rationnement afin de marier leurs enfants ou rembourser d'autres dettes.

Les cartes jaunes, destinées aux plus pauvres, valent de l'or car elles permettent de revendre sur le

marché des céréales achetées à seulement 4 ou 5 centimes d'euro le kilo. La corruption et les coûts de gestion absorberaient de 40 à 70% du budget alloué chaque année au système de distribution publique.

Comment réformer le système? Après avoir instauré le droit à l'information, puis le droit à l'éducation, le gouvernement prépare une nouvelle loi garantissant à chacun le droit à l'alimentation. En 1971, la première ministre Indira Gandhi s'était fait élire grâce au slogan «Éliminer la pauvreté». Trente-huit ans plus tard, le Parti du Congrès dirigé par Sonia Gandhi, belle-fille d'Indira Gandhi, a remporté les élections sur une promesse similaire, celle de la «croissance partagée». Entre-temps, l'Inde s'est enrichie et elle compte toujours 651 millions de pauvres, d'après les estimations de la Banque asiatique de développement.

Manque de fiabilité

Le mouvement Campagne pour le droit à l'alimentation prône l'accès aux denrées alimentaires de base subventionnées par le gouvernement à tous les habitants du pays. La comptabilisation des pauvres, en Inde, est sujette à de nombreuses polémiques portant sur les critères retenus, et les listes, souvent manipulées, manquent de fiabilité. D'après un recensement effectué en 2005 et en 2006, seuls 56% des foyers qui vivaient au-dessous du seuil de pauvreté étaient répertoriés comme tels par le gouvernement. Enfin, un foyer peut sombrer dans la pauvreté du jour au lendemain en cas de catastrophe naturelle ou si l'un de ses membres décède ou tombe malade.

«Pour ceux qui ont faim, le système de distribution publique universel servira de bouée de sauvetage, explique l'économiste Jean Drèze, membre de la Campagne pour le droit à l'alimentation. Pour les autres, ce sera une forme de soutien financier et de sécurité sociale.» Mais cette réforme risque de coûter cher: plus de 17 milliards d'euros selon M. Drèze. Le pays sera-t-il prêt à consacrer 1,5% de son produit intérieur brut (PIB) au combat contre la faim? Le projet de loi du gouvernement devrait être dévoilé d'ici à cet hiver.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA